

Berlin, le 25 février 2020

50^e anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Faire progresser le désarmement nucléaire, assurer notre avenir.

Alors que nous approchons du 50^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et de sa Conférence d'examen de 2020,

nous, ministres de l'Allemagne, de l'Argentine, du Canada, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Indonésie, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la Suède et de la Suisse,

réaffirmons notre soutien sans équivoque au TNP et à ses trois piliers qui se renforcent mutuellement : le désarmement nucléaire, la non-prolifération nucléaire et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous soulignons que les engagements pris au titre du TNP restent valables et constituent la base pour continuer à progresser dans la mise en œuvre intégrale du traité et atteindre un monde sans armes nucléaires.

Nous sommes unis dans notre détermination à renforcer le TNP alors que le contexte évolue de façon inquiétante : l'affaiblissement de l'architecture de maîtrise des armements qui contribue grandement à la sécurité internationale, les relations de plus en plus tendues entre les pays et les risques émanant de systèmes d'armes nouveaux et émergents.

Aujourd'hui, nous avons discuté de ces évolutions et notre message est : les engagements doivent être mis en œuvre. Nous devons faire progresser le désarmement nucléaire conformément à l'article VI du TNP et faire en sorte, dans l'intérêt de l'humanité, que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées.

Le moment est venu d'agir afin de réduire les risques nucléaires. Nous demandons aux États dotés d'armes nucléaires de maximiser la transparence de leurs arsenaux nucléaires et de faire preuve de retenue, au plus haut niveau politique, dans leur programme nucléaire. Nous encourageons les États dotés d'armes nucléaires à discuter et à prendre des mesures concrètes pour réduire le rôle des armes nucléaires dans leurs politiques de sécurité et de défense. Les États doivent s'abstenir de participer à une nouvelle course aux armements.

Des actions plus ambitieuses sont envisageables. Nous sommes convaincus que de telles actions nous remettront sur le chemin du désarmement nucléaire. Nous encourageons les États-Unis et la Russie à proroger le Traité New START et à entamer des négociations sur son éventuelle extension, contribuant ainsi à la stabilité stratégique. Nous soulignons l'importance des contributions que peuvent apporter d'autres États dotés d'armes nucléaires pour jeter les bases des accords de maîtrise des armements de nouvelle génération. Nous appelons tous les États dotés d'armes nucléaires à réduire ou à réduire davantage leurs arsenaux nucléaires et à faire preuve de leadership en mettant définitivement un terme aux essais nucléaires, en procédant à des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour des armes nucléaires et en appuyant les efforts visant à développer des capacités multilatérales de vérification du désarmement nucléaire.

Nous, ministres de l'Initiative de Stockholm, nous engageons fermement à faciliter de telles entreprises et soutenons tous types d'efforts sincères visant à rétablir la confiance, à faire de réels progrès dans le désarmement nucléaire et à créer un environnement propice à la réalisation de ces progrès. Nous saluons l'impulsion donnée au dialogue P5 et encourageons les États dotés d'armes nucléaires à en faire un plein usage pour obtenir des résultats concrets en amont et lors de la Conférence d'examen du TNP. Nous sommes encouragés par la première conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Nous sommes résolus à maintenir notre engagement pour relever les défis de la prolifération régionale. L'un de nos fermes objectifs reste la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la République populaire démocratique de Corée, dans le plein respect de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous soulignons l'importance de la préservation et de la mise en œuvre complète du Plan d'action global commun (JCPoA) sur le programme nucléaire iranien qui a été approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous nous engageons à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires et à donner à la jeune génération la possibilité de façonner notre avenir dans le domaine du désarmement nucléaire. Nous rendons hommage aux communautés affectées par l'utilisation et les essais d'armes nucléaires. Nous sommes résolus à garantir la participation pleine et effective des femmes et à intégrer davantage la dimension du genre dans le domaine du désarmement nucléaire. Nous sommes tout aussi déterminés à développer notre coopération dans un large éventail de domaines en matière d'opportunités et de défis nucléaires, y compris les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ainsi que la gestion des risques liés à la prolifération nucléaire.

Aujourd'hui, nous avons approuvé une série de mesures faisant progresser le désarmement nucléaire ; il s'agit d'actions significatives et réalisables renforçant le TNP ainsi que sa mise en œuvre. Le 50^e anniversaire du TNP est l'occasion de faire preuve de leadership politique, d'honorer les engagements et les mesures pris dans le cadre du Traité et de jeter les bases de son avenir. Nous nous engageons pleinement à réaliser cet objectif et participerons à haut niveau à la Conférence d'examen du TNP de 2020. Nous invitons les États Parties au TNP à se joindre à nos efforts et à adhérer à cette Déclaration.

Annexe

Des jalons pour faire progresser le désarmement nucléaire

Nous, ministres de l'Allemagne, de l'Argentine, du Canada, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Indonésie, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la Suède et de la Suisse, avons établi la liste suivante, non exhaustive, d'actions à court terme, significatives et réalisables – des jalons – pour faire progresser le désarmement nucléaire.

Nous réaffirmons les trois piliers du TNP qui se renforcent mutuellement et soulignons que les mesures et engagements convenus antérieurement, y compris les « 13 étapes » de la conférence d'examen du TNP de 2000 et le « plan d'action en 64 points » de la conférence d'examen du TNP de 2010, restent valables et constituent la base pour continuer à progresser dans la mise en œuvre intégrale du traité et atteindre un monde sans armes nucléaires.

Ces jalons offrent des possibilités concrètes de réduire les tensions internationales, d'améliorer la sécurité mondiale, de servir de mesures de confiance et d'ouvrir la voie à de nouvelles avancées dans les années à venir, afin de parvenir à notre objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires. Cela inclut, entre autres, la diminution du rôle des armes nucléaires dans les politiques et doctrines de sécurité, la minimisation des risques de conflit et de l'utilisation accidentelle d'armes nucléaires, le renforcement de la coopération et l'établissement de la confiance, l'amélioration de la transparence en matière d'arsenaux et de doctrines, ainsi que le renforcement de l'architecture de maîtrise des armements nucléaires.

Nous nous engageons à prendre la responsabilité de promouvoir, notamment, mais non exclusivement, les jalons suivants vers la mise en œuvre du désarmement nucléaire, et invitons tous les États à les prendre en considération, les soutenir et les appliquer. Nous appelons donc

- les États dotés d'armes nucléaires à reconnaître la nécessité de veiller à ce que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées et de faire progresser le désarmement,
- les États-Unis et la Russie à proroger le Traité New START et à entamer des négociations sur son éventuelle extension,
- les États dotés d'armes nucléaires à réduire ou à réduire davantage leurs arsenaux nucléaires et à contribuer aux accords de maîtrise des armements de nouvelle génération,
- les États dotés d'armes nucléaires, collectivement ou individuellement, à discuter et à prendre des mesures concrètes pour réduire le rôle des armes nucléaires dans leurs politiques et leurs doctrines,
- les États dotés d'armes nucléaires à approfondir les discussions sur les doctrines nucléaires et les politiques déclaratoires en la matière, aussi bien entre eux qu'avec les États non dotés d'armes nucléaires, lors de la prochaine conférence d'examen du TNP et pendant tout le prochain cycle d'examen du TNP,
- les États dotés d'armes nucléaires à rendre compte aux États parties au TNP des arsenaux et des plans de modernisation de ces arsenaux,
- les États dotés d'armes nucléaires, collectivement ou individuellement, à renforcer les assurances négatives de sécurité, y compris dans le contexte des traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires,
- tous les États à soutenir la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du globe sur la base des accords convenus volontairement entre les États de la région concernée, y compris la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, conformément à la

résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, nous sentant encouragés en ce sens par la première session de la conférence tenue en 2019 et les efforts continus à cet égard,

- les États dotés d'armes nucléaires et les autres États en possédant à engager un dialogue structuré pour évaluer, traiter et minimiser les risques nucléaires, y compris par des mesures visant à prévenir les crises, à allonger les temps de décision en période de crise et à prendre des mesures pour réduire le plus possible les vulnérabilités potentielles liées aux technologies de rupture et aux cyber-menaces, par exemple dans les domaines du commandement et du contrôle,
- les États dotés d'armes nucléaires à améliorer ou à établir une communication et un protocole de crise entre eux, par exemple via des lignes de communication directe et des centres de réduction des risques,
- les États dotés d'armes nucléaires à se préoccuper de l'imbrication croissante des systèmes d'armes classiques et d'armes nucléaires, et à prendre des mesures pour renverser cette évolution,
- tous les États à respecter les moratoires existants sur les explosions expérimentales d'arme nucléaire et de toutes autres explosions nucléaires, et à accroître les efforts pour parvenir enfin à une mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), en plaidant continûment auprès des États dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du traité, en veillant à l'engagement de ces États et en multipliant les efforts politiques, techniques et financiers visant à renforcer encore les systèmes de surveillance internationaux et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE),
- tous les États à proclamer des moratoires sur la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres engins explosifs nucléaires, et à les respecter,
- les États dotés d'armes nucléaires et les autres États en possédant à faire preuve de leadership en débloquant les négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles,
- tous les États à soutenir les initiatives en cours sur le développement des capacités multilatérales de vérification du désarmement nucléaire, tels que le Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire et les efforts au sein des Nations Unies tels que des groupes d'experts gouvernementaux, des groupes de travail à composition non limitée et le renforcement des capacités,
- tous les États à dialoguer avec la jeune génération, y compris à travers des plateformes de dialogue, du mentorat, des stages, des bourses d'études et de perfectionnement, des événements pilotes et des activités de groupe pour les jeunes,
- tous les États à encourager les visites dans et les interactions avec les communautés affectées par les armes nucléaires, y compris Hiroshima et Nagasaki, et les anciens sites d'essais nucléaires tels que Semipalatinsk et dans le Pacifique,
- tous les États à garantir la participation pleine et effective des femmes et à intégrer davantage la dimension du genre dans tous les aspects du désarmement nucléaire et des processus décisionnels de non-prolifération,
- les États dotés d'armes nucléaires à engager et intensifier le dialogue sur le maintien de la stabilité stratégique avec le maximum de transparence vis-à-vis de la

communauté internationale, à promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles et à définir le cadre des futurs accords de maîtrise des armements et de désarmement,

- toutes les parties au TNP à rendre compte de leur mise en œuvre des obligations et engagements aux termes du TNP en utilisant un format de rapport unique et à soutenir les propositions destinées à renforcer les engagements pris concernant l'établissement de rapports et la transparence,
- chaque État doté d'armes nucléaires à soumettre son rapport sur la mise en œuvre du TNP en amont de la conférence d'examen du TNP de 2020,
- tous les États à s'engager à renforcer le cycle d'examen du TNP afin d'améliorer la mise en œuvre de ce dernier sous tous ses aspects et à soutenir les efforts déployés pour renforcer le processus d'examen du TNP.

En tenant compte des diverses perspectives des États, les jalons ci-dessus sont liés, se renforcent mutuellement et offrent une possibilité de donner un élan politique qui pourrait aider à défaire les blocages diplomatiques actuels et à avancer dans la mise en œuvre des engagements pris en matière de désarmement nucléaire. Nos gouvernements feront tout ce qui est en leur pouvoir pour y parvenir.